

ment mise à jour, Thalmann, Remmelé et autres parlent du coup d'Etat fasciste du 20 juillet. En même temps, ils mettent en garde les ouvriers contre le danger s'avançant du bouleversement hitlérien, c'est-à-dire également fasciste. Finalement la social-démocratie est qualifiée, là comme avant, de social-fasciste. Les événements qui se déroulent se réduisent à ceci que des variétés différentes du fascisme s'enlèvent l'une l'autre le pouvoir au moyen de coups d'Etat « fascistes ». N'est-il pas clair que toute la théorie stalinienne a été créée précisément pour boucher le cerveau humain ?

Moins les ouvriers étaient préparés et d'autant plus l'apparition du gouvernement Papen sur la scène devait éveiller l'impression de la force : complète ignorance des partis, nouveaux décrets-lois, dissolution du Reichstag, représailles, état de siège dans la capitale, abolition de la « démocratie » prussienne. Et avec quelle facilité ! On tue le lion avec des balles ; on écrase la puce entre les ongles ; on expédie les ministres social-démocrates avec une chiquenaude.

Cependant, le gouvernement Papen est « en soi et pour soi », malgré l'aspect d'une force concentrée, encore plus faible que son prédécesseur. Le régime bonapartiste ne peut acquérir un caractère relativement stable et durable qu'au cas où il clôt une époque révolutionnaire ; quand le rapport a déjà été éprouvé dans des luttes ; quand les classes révolutionnaires se sont déjà dépensées, mais les classes possédantes pas encore libérées de la crainte : le lendemain n'apportera-t-il pas de nouvelles secousses ? Sans cette condition fondamentale, c'est-à-dire sans épuisement préalable de l'énergie des masses dans la lutte, le régime bonapartiste est incapable de se développer.

Par le gouvernement Papen, les barons, les magnats capitalistes, les banquiers ont entrepris la tentative d'assurer leur cause au moyen de la police et de l'armée régulière. L'idée de remettre tout le pouvoir à Hitler qui s'appuie sur les bandes avides et déchainées de la petite bourgeoisie ne les comble pas. Ils ne doutent naturellement pas que Hitler sera, en fin de compte, un outil docile de leur domination. Mais cela est lié à des secousses, aux risques d'une longue guerre civile et à des faux frais énormes. Sans aucun doute, comme l'exemple de l'Italie le montre, le fascisme mène finalement à une dictature militaire bureaucratique de type bonapartiste. Mais, même au cas d'une victoire totale, il a besoin pour cela d'une série d'années : en Allemagne, une période plus longue qu'en Italie. Il est clair que les classes possédantes préféreraient un chemin plus économique, c'est-à-dire celui de Schleicher et non celui de Hitler, sans compter que Schleicher lui-même s'accorde la préférence.

Le fait que la source de l'existence du gouvernement Papen réside dans la neutralisation des camps inconciliables ne signifie bien entendu aucunement que les forces du prolétariat révolutionnaire et celles

de la petite bourgeoisie réactionnaire s'équilibrent sur la balance de l'histoire. Ici, toute la question se transporte dans le domaine de la politique. Par la mécanique du Front de Fer, la social-démocratie paralyse le prolétariat. Par la politique de l'ultimatum insensé, la bureaucratie stalinienne barre aux ouvriers l'issue révolutionnaire. Avec une juste direction du prolétariat, le fascisme serait sans peine anéanti et, pour le bonapartisme, il ne resterait pas de fissures. Malheureusement, la situation n'est pas ainsi. La puissance paralysée du prolétariat acquiert la forme trompeuse d'une « puissance » de la clique bonapartiste. En cela réside la formule politique d'aujourd'hui.

Le gouvernement Papen ne représente que le point de croisement de grandes forces historiques. Son propre poids est presque nul. C'est pourquoi il ne pouvait que s'effrayer devant ses propres gesticulations et avoir le vertige du vide se trouvant tout autour de lui. C'est pour cela et rien que par cela qu'il faut expliquer que jusqu'à présent, dans les actes du gouvernement, à une partie d'audace s'ajoutent deux parties de lâcheté. Envers la Prusse, c'est-à-dire la social-démocratie, le gouvernement menait un jeu sûr : il savait que ces messieurs ne lui opposeraient aucune résistance. Mais après qu'il eut dissous le Reichstag, il décréta de nouvelles élections et n'osa pas les ajourner. Après la proclamation de l'état de siège, il se dépêcha d'expliquer : cela ne doit que faciliter la capitulation sans combat aux chefs social-démocrates.

Mais il y a cependant la Reichswehr ? Nous ne sommes pas enclins à l'oublier. Engels désigne l'Etat comme des formations d'hommes avec des attributs matériels sous forme de prisons, etc. En ce qui concerne le pouvoir du gouvernement présent, on peut même dire que seule la Reichswehr existe réellement. Mais la Reichswehr ne représente aucunement un outil docile et sûr dans les mains de ce groupe de gens à la tête duquel se tient Papen. En réalité, le gouvernement est plutôt une sorte de commission politique auprès de la Reichswehr.

Cependant, malgré toute sa prépondérance sur le gouvernement, la Reichswehr ne peut toutefois pas prétendre à un rôle politique propre. Cent mille soldats, aussi bien soudés et trempés qu'ils puissent être (ce qui doit encore être éprouvé) ne peuvent commander une nation de 65 millions d'êtres, déchirée par les plus profondes contradictions. La Reichswehr ne représente qu'un élément et, en outre, un élément non décisif dans le jeu des forces.

Le nouveau Reichstag reflète assez bien dans son genre, cette situation politique dans le pays qui a mené à l'expérience bonapartiste. Un Parlement sans majorité, avec des ailes inconciliables, représente un argument évident et irréfutable en faveur de la dictature. Encore une fois se dessinent avec toute évidence les limites de la démocratie. Là où il s'agit des fondements

de la société même, ce n'est pas l'arithmétique parlementaire qui décide. C'est le combat.

Nous n'entreprendrons pas de deviner de loin par quels chemins, dans les jours prochains, passeront les tentatives de reconstruction du gouvernement. Nos hypothèses viennent de toute façon avec retard et, au surplus, les formes de transition et les combinaisons ne tranchant pas la question. Un bloc des droites avec le Centre signifierait la « légalisation » de l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, c'est-à-dire la couverture la plus appropriée pour le coup d'Etat fasciste. Quels rapports de forces s'établiront dans les premiers temps entre Hitler, Schleicher et les dirigeants du Centre est plus important pour eux-mêmes que pour le peuple allemand. Politiquement, toutes les combinaisons imaginables avec Hitler signifieraient la dissolution de la bureaucratie, de la justice, de la police et de l'armée dans le fascisme.

Si l'on admet que le Centre n'entrera pas dans une coalition où il paierait au

prix de la rupture avec ses propres ouvriers le rôle de frein dans la locomotive hitlérienne — alors, il ne resterait dans ce cas que la seule voie extraparlamentaire avouée. Une combinaison sans le Centre assurerait encore plus facilement et plus vite la prépondérance des nationaux-socialistes. Si ceux-ci ne s'unifiaient pas aussitôt avec Papen et si, en même temps, ils ne passent pas à l'offensive immédiate, le caractère bonapartiste du gouvernement devra apparaître avec encore plus d'acuité : von Schleicher aura ses « Cent jours »... sans les années napoléoniennes écoulées.

Cent jours — non, nous mesurons trop largement. La Reichswehr ne décide pas. Schleicher ne suffit pas. La dictature extraparlamentaire des Junkers et des magnats du capital financier ne peut être assurée que par les méthodes d'une guerre civile longue et impitoyable. Hitler pourra-t-il remplir cette tâche ? Cela ne dépend pas seulement de la volonté méchante du fascisme, mais aussi de la volonté révolutionnaire du prolétariat.

II. — Bourgeoisie, petite bourgeoisie et prolétariat

Chaque analyse sérieuse de la situation politique doit partir des rapports des trois classes : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (y compris la paysannerie) et le prolétariat.

La grande bourgeoisie, économiquement puissante, représente en soi une minorité infime de la nation. Pour renforcer sa domination, elle doit assurer des rapports définis avec la petite bourgeoisie et, par son intermédiaire, avec le prolétariat.

Pour comprendre la dialectique de ces rapports, on doit distinguer trois étapes historiques : à l'aube du développement capitaliste, lorsque la bourgeoisie avait besoin de méthodes révolutionnaires pour résoudre ses tâches ; dans la période de floraison et de maturité du régime capitaliste, où la bourgeoisie donnait à sa domination des formes ordonnées, pacifiques, conservatrices, démocratiques ; enfin, au déclin du capitalisme, quand la bourgeoisie est contrainte de s'accrocher aux méthodes de la guerre civile contre le prolétariat, pour protéger son droit d'exploitation.

Les programmes politiques caractéristiques de ces trois étapes : le jacobinisme, la démocratie réformatrice (y compris aussi la social-démocratie) et le fascisme sont, au fond, des programmes de courants petits bourgeois. Rien que cette particularité montre quelle importance énorme — mieux, quelle importance décisive l'autodémocratisation des masses populaires petites bourgeoises prend pour le sort de toute la société bourgeoise.

Pourtant, les rapports entre la bourgeoisie et son appui fondamental, la petite bourgeoisie, ne reposent nullement sur une

confiance réciproque et une collaboration pacifique. Dans sa masse, la petite bourgeoisie est une classe exploitée et défavorisée. Elle s'oppose à la bourgeoisie avec envie et souvent avec haine. De son côté, la bourgeoisie, tout en se servant du soutien de la petite bourgeoisie, n'a pas confiance en elle, car elle craint très justement que celle-ci, soit toujours enclin à franchir les barrières qui lui sont posées d'en haut.

Tandis qu'ils traçaient et déblayaient la voie au développement bourgeois, les Jacobins entraînaient à chaque pas en conflits aigus avec la bourgeoisie. Ils la servirent en luttant avec intransigeance contre elle. Après qu'ils eurent rempli leur rôle historique limité, les Jacobins tombèrent, car la domination du capital était prédestinée.

A travers une série d'étapes, la bourgeoisie renforça sa puissance sous la forme de la démocratie parlementaire. Là encore, ni pacifiquement ni volontairement. La bourgeoisie avait une peur mortelle du suffrage universel. Mais à la fin, elle fut capable, par une conjugaison de répressions et de concessions, de privations et de réformes, de subordonner à elle, dans les cadres de la démocratie formelle, non seulement l'ancienne petite bourgeoisie mais aussi, dans une mesure importante, le prolétariat, au moyen de la nouvelle petite bourgeoisie — la bureaucratie ouvrière. En août 1914, la bourgeoisie impérialiste fut en état, au moyen de la démocratie parlementaire, d'entraîner des douzaines de millions d'ouvriers et de paysans dans la boucherie.

Cependant, précisément avec la guerre impérialiste commença le déclin manifeste du capitalisme et, avant tout, de sa forme

1) Le rôle de la petite bourgeoisie (a été dans l'examen des tentatives petites bourgeoisie actuelles)